



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

TENIR LE CAP, **renforcer la riposte contre les pandémies**



Cameroun.

Une infirmière recueille un échantillon de crachat d'un enfant présentant des symptômes de tuberculose, en vue d'un diagnostic.

Directeur de la publication : Éric Fleutelot

Coordination : Bruno Leprêtre, Jérémy Lavaure, Déborah Malka

Conception éditoriale et graphique, rédaction, réalisation

et fabrication : ANIMAL  PENSANT

L'équipe remercie les équipes du département Santé d'Expertise France et les expert-es, les partenaires techniques et financiers ainsi que les porteur-ses de projets qui ont pris part à l'élaboration de ce document.

Impression : Ce document est imprimé par l'Imprimerie Solidaire, entreprise adaptée qui compte 80 % de salarié-es en situation de handicap dans ses effectifs de production et qui répond aux exigences environnementales avec ses certifications PEFC, FSC et Imprim'vert®.

Crédits photographiques : Couverture : Maya Media / Expertise France – P. 2 : The Global Fund/Brian Otieno – P. 5 : The Global Fund/Vincent Becker — P. 11 : lalicorn2025/Jorge Lareau ; Maya Média — P. 11 : lalicorn2025/Jorge Lareau ; Maya Média — P. 13 : Iryna Butenko — P. 15 : Sarah Respaut — P. 16 : Instant2Vie Studio— P. 17 : The Global Fund — P. 19 : Instant2Vie Studio — P. 21 : The Global Fund/Karin Schermbrucker — P. 23 : Bart Koetsier — P. 24 : Zarni Phyo — P. 27 : Bart Koetsier — P. 29 : Instant2Vie Studio— P. 31 : Adesco Divine — P. 33 : Bart Koetsier

Sommaire

ENGAGEMENTS ET RÉSULTATS

Mettre l'expertise, l'écoute et la solidarité au cœur de l'action Par Clarisse Paolini	2-3
Investir dans les ressources humaines en santé pour bâtir des systèmes sanitaires durables	4-5
2024 , des engagements records, des avancées visibles	6-9
Construire ensemble la réponse aux enjeux de santé mondiale	10-11
De l'urgence à la résilience des systèmes de santé	12-13
La société civile , moteur de transformation sociale et sanitaire	14-15

VALEURS ET PRINCIPES

Un socle partagé de respect et de promotion des droits humains Par Katy Fall Sow	16-17
Les droits humains au cœur des stratégies de lutte contre les pandémies	18-19
Ne pas laisser les enfants et les adolescents en marge de la riposte	20-21
Intégrer la réduction des risques dans les systèmes de santé nationaux	22-23

DÉFIS ET PERSPECTIVES

Un modèle solide , un écosystème engagé Par Éric Fleutelot	24-25
La riposte sanitaire face au changement climatique	26-27
Garantir un accès équitable aux droits et à la santé sexuelle et reproductive	28-29
Reconnaître et former les acteurs de la santé communautaire	30-31
Perspectives de L'Initiative , regards croisés avec Anne-Claire Amprou et Jérémie Pellet	32-33

ENGAGEMENTS ET RÉSULTATS

Rwanda.

Une agente de santé s'apprête à faire un test de dépistage du paludisme à un enfant.



73 %
DES
ENGAGEMENTS
en faveur des
pays les moins
avancés (PMA),
conformément
aux priorités
fixées par le CICID



CLARISSE PAOLINI,
sous-directrice du
développement
humain, ministère
de l'Europe et des
Affaires étrangères

Mettre L'EXPERTISE, L'ÉCOUTE ET LA SOLIDARITÉ au cœur de l'action

En 2024, le contexte est hélas resté marqué par de nombreuses crises sanitaires, climatiques, sociales et politiques. Dans cet environnement exigeant et volatil, L'Initiative a pleinement confirmé son rôle d'acteur clé du renforcement des systèmes de santé et de la lutte contre les pandémies de VIH, de tuberculose et de paludisme. Son action s'inscrit en complémentarité de celle du Fonds mondial et dans la lignée de la stratégie française en santé mondiale.

Présente aux côtés de 39 pays partenaires, L'Initiative a soutenu 160 nouvelles interventions, qu'il s'agisse de projets pluriannuels comme d'assistances techniques de courte ou longue durée. Ce niveau d'activité, inédit depuis la création du programme, s'est traduit par un engagement financier de plus de 115 millions d'euros, avec une attention particulière portée à 25 pays parmi les moins avancés, qui ont concentré l'essentiel de ce soutien.

Confirmer l'engagement, renouveler la confiance

Au-delà des chiffres, ce rapport donne à voir une mobilisation collective exceptionnelle,

y compris dans les contextes les plus complexes. Il reflète la confiance renouvelée de nos partenaires institutionnels, scientifiques et de la société civile, qui œuvrent au quotidien pour accroître l'impact des actions menées. Il témoigne également de l'engagement constant du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, des différentes circonscriptions du comité de pilotage, des équipes d'Expertise France et de nos partenaires sur le terrain.

En Guinée, un appui innovant renforce l'intégration des réponses aux trois pandémies dans les services d'urgence hospitalière. Au Tchad et au Rwanda, deux projets structurants sur les ressources humaines en santé ont été lancés, posant les bases d'un investissement sur le long terme. Réalisés en complémentarité avec d'autres soutiens du groupe AFD, ces appuis illustrent toute la force des synergies au sein de l'Équipe France.

Fière des avancées accomplies, L'Initiative poursuit sa mission en plaçant l'expertise, l'écoute et la solidarité au cœur de son action, pour des systèmes de santé plus solides, plus équitables, abordables et accueillants, centrés sur les personnes. ●

En 2024, L'Initiative a transformé ses engagements en actions concrètes, avec un effort massif en faveur du développement des ressources humaines en santé. Formation, ancrage, reconnaissance : autant de leviers mobilisés pour construire des systèmes de santé plus justes, plus solides et plus accessibles. Une attention particulière est portée aux inégalités de genre qui entravent l'accès aux soins comme aux carrières médicales. L'Initiative confirme ainsi sa capacité à répondre aux besoins structurels de ses pays partenaires, dans une logique de réponse transversale aux pandémies.

INVESTIR DANS LES RESSOURCES HUMAINES EN SANTÉ pour bâtir des systèmes sanitaires durables



SARAH RESPAUD,
responsable de
L'Accélérateur, L'Initiative

Renforcer les ressources humaines en santé (RHS), les structurer et les soutenir dans la durée, c'est l'une des priorités stratégiques de L'Initiative. Notre objectif : améliorer l'accessibilité et la qualité des soins pour toutes et tous, et tendre vers la couverture sanitaire universelle. Les RHS sont le socle des systèmes de santé. Sans personnel en quantité et en qualité, il n'y a pas de service de santé accessible, efficace et centré sur la personne, adapté aux besoins de chacun. Nos projets visent des transformations structurelles, au cœur même des services de santé.

Le renforcement des ressources humaines en santé constitue un axe prioritaire de la stratégie de L'Initiative. 80 millions d'euros ont été engagés, soit 48 % du budget, pour appuyer durablement les systèmes de santé de ses pays partenaires. Ce choix stratégique vise une transformation structurelle, portée par une logique de continuité et de cohérence entre les contextes.

Former les soignants de première ligne

Au Rwanda, 5 millions d'euros ont été engagés pour soutenir une réforme sanitaire de grande ampleur. Baptisée « 4x4 », la stratégie vise à quadrupler les effectifs de soignants en quatre ans, avec une approche sensible au genre. Le projet cible en priorité les professionnels de santé primaire, qui assurent aujourd'hui 85 % des diagnostics dans le pays. Il combine le renforcement de la formation initiale et continue, l'attribution de bourses pour près de 500 étudiants en maïeutique, science infirmière et laboratoires, ainsi que l'équipement de l'université du Rwanda.



48 %
DES
ENGAGEMENTS
EN 2024
intégrant un appui
au développement
des ressources
humaines en santé

Rwanda.
Dans un village du
district de Karongi,
une agente de santé
communautaire
sensibilise à la
prévention des
pandémies.



Répondre à la pénurie de personnel

Au Tchad, dans un contexte de pénurie aiguë de personnel de santé et de fortes inégalités territoriales, un programme de 7 millions d'euros est déployé dans quatre régions prioritaires. Il vise à renforcer durablement la qualité de l'enseignement donné au personnel paramédical, à moderniser la gestion des ressources humaines et à introduire de nouvelles filières de spécialisation (anesthésie, pédiatrie, gynécologie). La dimension genre est pleinement intégrée : prise en compte des enjeux spécifiques dans les curriculums de formation, modules sur les violences basées sur le genre et dispositifs de *counseling*. L'objectif est de former une nouvelle génération de professionnels qui puissent être mieux répartis sur le territoire et plus proches des besoins.

Améliorer les urgences hospitalières

En Guinée, L'Initiative mobilise 5 millions d'euros pour refonder les urgences hospitalières, un maillon essentiel de la riposte aux

pandémies. Deux diplômés universitaires sont créés en médecine et soins infirmiers d'urgence, accompagnés d'un plan de formation continue. Le projet forme aussi des praticiens traditionnels à la reconnaissance précoce des urgences, tout en renforçant les circuits de référencement. Ces actions contribuent à bâtir un système de soins plus réactif, plus équitable et mieux préparé aux crises.

Investir dans la formation des cadres

L'Initiative investit également dans la formation de haut niveau pour les cadres de santé publique en Afrique de l'Ouest et centrale. À Lomé, 2,7 millions d'euros ont permis de créer un master régional en épidémiologie de terrain, en partenariat avec l'université de Bordeaux (ADERA) : trente étudiants issus de dix pays ont intégré la première promotion en octobre 2024, avec un programme de deux ans incluant des stages pratiques. En parallèle, un appui de 55 000 euros à l'ISPED permet à dix jeunes professionnels de santé de suivre un diplôme universitaire en santé publique à Bordeaux, avec une bourse d'excellence annuelle. ●



Retrouver la page
consacrée à nos
engagements
RHS sur
notre site internet.

2024, des engagements records, des avancées visibles



Retrouver la page
consacrée à nos
résultats sur
notre site internet.

En 2024, avec 115 millions d'euros engagés – en hausse de 20 % par rapport à 2023 –, L'Initiative a confirmé sa trajectoire de croissance. Elle a démontré sa capacité à intervenir de façon ciblée, stratégique et systémique dans les pays partenaires, y compris dans les contextes les plus fragiles. Cette montée en puissance se traduit par des résultats tangibles, mesurables et alignés sur les priorités de renforcement durable des systèmes de santé. Elle est en cohérence avec la vision stratégique du Fonds mondial de lutte contre le VIH-sida, la tuberculose et le paludisme.

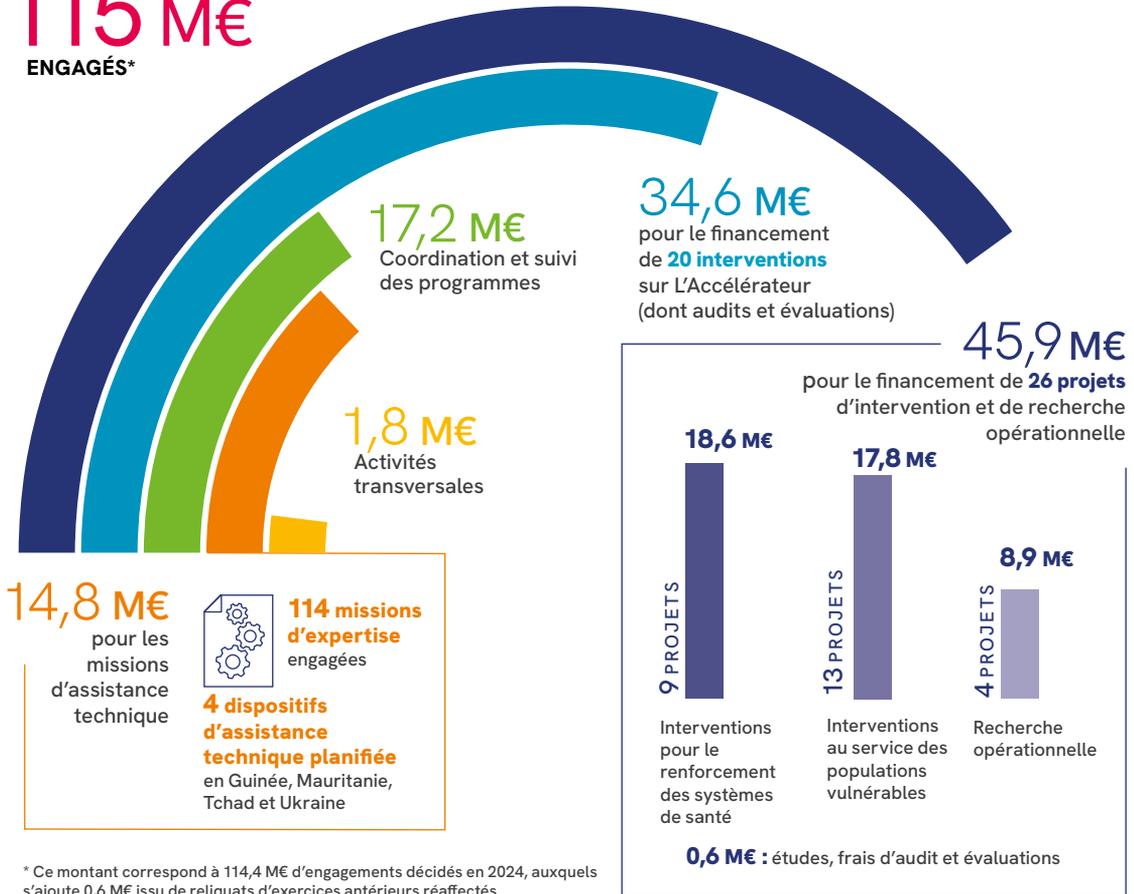


ANTOINE PEIGNEY,
directeur du département Santé, Expertise France

Renforcer et amplifier nos soutiens dans les pays les plus vulnérables, c'est notre priorité. C'est là que les besoins sont les plus urgents ; c'est là aussi que les projets et soutiens menés changent des vies. L'Initiative agit avec pragmatisme et engagement pour que chaque action compte là où elle est la plus nécessaire et la plus attendue, auprès des femmes, des hommes et des enfants les plus vulnérables. Cela mobilise aussi notre capacité à répondre rapidement là où des crises éclatent et perdurent.

UNE ANNÉE D'ENGAGEMENTS SANS PRÉCÉDENT

115 M€
ENGAGÉS*



* Ce montant correspond à 114,4 M€ d'engagements décidés en 2024, auxquels s'ajoute 0,6 M€ issu de reliquats d'exercices antérieurs réaffectés.

L'ACCÉLÉRATEUR - RÉPONDRE AUX DÉFIS NÉGLIGÉS

Avec un budget de **34,6 millions d'euros** (incluant évaluations et audits), L'Accélérateur est un instrument clé pour répondre aux défis négligés de la lutte contre les pandémies et du renforcement des systèmes de santé (paludisme, santé pédiatrique, triple élimination ou cancers liés au VIH/HPV). Sa capacité d'adaptation et son ancrage sur les ressources humaines en santé permettent de répondre à des problématiques structurelles de long terme comme le manque de professionnels de santé qualifiés.

17 022 055 €
Ressources humaines en santé

14 550 390 €
Défis négligés

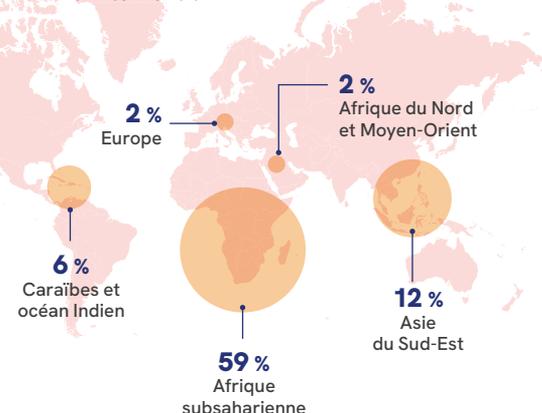
1 183 726 €
Soutien aux circonscriptions du Fonds Mondial

807 200 €
Bourses, mentorat, formations



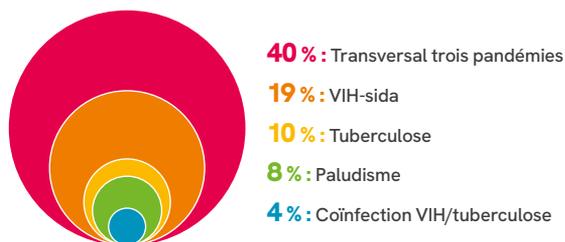
ENGAGEMENTS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

40
PAYS
d'intervention



L'Afrique subsaharienne concentre **59 % du budget**, en cohérence avec les priorités d'intervention dans les pays les plus en retard face aux pandémies.

ENGAGEMENTS PAR PANDÉMIE



40 % du budget total engagé a été consacré à des actions transversales ou de renforcement des systèmes de santé, signe d'une approche plus systémique.

Les pays les moins avancés, une priorité stratégique

73 % du budget 2024 a été alloué à 25 pays parmi les moins avancés, dépassant largement l'objectif de 50 % fixé par le CICID. Cinq pays à forte vulnérabilité – Guinée, Madagascar, RDC, Sénégal et Tchad – concentrent plus d'un tiers des engagements en appui technique. 42 % du budget en financement bénéficie à cinq pays aux fragilités systémiques marquées – Cameroun, Guinée, Madagascar, Rwanda et Tchad – via le Canal Projets et L'Accélérateur.

BILAN FINANCIER 2024

MODALITÉS	RÉALISÉ 2024
Canal Expertise (dont dispositifs d'assistance technique planifiée)	9 598 K€
Canal Projets (Populations vulnérables, Renforcement des systèmes de santé)	20 642 K€
Canal Projets (Recherche opérationnelle)	3 720 K€
L'Accélérateur	9 144 K€
Audits et évaluations	806 K€
Dépenses transversales	867 K€
Communication	512 K€
SERA (Suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage)	227 K€
Équipe dédiée	4 731 K€
Sous-total	50 247 K€
Frais de gestion	5 425 K€
TOTAL	55 672 K€

Ce bilan financier reflète les montants effectivement consommés au cours de l'exercice 2024. Il se distingue des engagements qui correspondent aux décisions de financement actées par le comité de pilotage de L'Initiative et dont la mise en œuvre peut s'étendre sur plusieurs années.

UN ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE POUR L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS

L'Initiative est au rendez-vous de son mandat en accompagnant **37 pays** dans la préparation de leurs requêtes pour le septième cycle de financement du Fonds mondial (GC7) 2023-2025. L'objectif : permettre aux pays les plus vulnérables de déposer des requêtes solides.



68

ASSISTANCES TECHNIQUES

ont été engagées entre l'été 2022 et fin 2023.

Une expertise technique réactive et ciblée, adaptée aux enjeux de chaque pays



14,8 M€
INVESTIS



11 766
JOURS de mission réalisés



353
EXPERTS mobilisés

Un effet levier remarquable sur les financements obtenus



4,2 Md €
de subventions mobilisées



1 €
INVESTI en assistance technique
mobilise en moyenne **330 € de subvention**



97 %
des requêtes appuyées validées en première intention par le Technical Review Panel :
un niveau d'acceptation exceptionnel par le Fonds mondial

DES INDICATEURS DE PERFORMANCE EN PROGRESSION



66

LAETITIA DREAN,
responsable de l'unité suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage, L'Initiative

En 2024, on observe une montée en puissance quantitative – plus de bénéficiaires, plus de structures appuyées – mais aussi qualitative. Les projets soutenus renforcent l'accès aux soins pour les plus vulnérables et contribuent au renforcement des compétences des acteurs locaux qui travaillent au plus près des populations et des structures. Ces indicateurs ne sont pas de simples outils de reporting, mais des instruments de pilotage, capables de capturer, au-delà des chiffres, les transformations profondes que nous impulsions sur le terrain.



474 868

PERSONNES bénéficiaires de services de santé et sociaux en 2024 via les projets soutenus par L'Initiative, **2,3 fois plus qu'en 2022**



330 617

PERSONNES SENSIBILISÉES à leurs droits en santé



1 767

STRUCTURES ACCOMPAGNÉES directement ou indirectement dans la mise en œuvre des projets



7 964

PERSONNELS aux compétences renforcées



78

DOCUMENTS STRATÉGIQUES OU NORMATIFS élaborés ou soutenus

En 2024, des conférences et rencontres stratégiques ont été organisées en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Europe. Ces événements constituent un moment privilégié pour partager les résultats obtenus sur le terrain et pour valoriser les approches qui ont fait leurs preuves, auprès des populations les plus vulnérables. Ces rencontres favorisent la synergie entre les acteurs engagés contre les pandémies et offrent de nombreuses perspectives pour renforcer les capacités locales, améliorer l'accès aux soins et développer des solutions adaptées aux contextes régionaux.

ÉVÉNEMENTS MAJEURS

CONSTRUIRE ENSEMBLE la réponse aux enjeux de santé mondiale



ADELINE LAUTISSIER,
responsable d'unité Asie
du Sud-Est et Ukraine, L'Initiative

Face aux défis sanitaires, la coopération régionale est essentielle pour accélérer la lutte contre les pandémies. En juin dernier, pour la première fois, L'Initiative a réuni l'ensemble de ses partenaires en Asie du Sud-Est pour aborder les défis spécifiques rencontrés par les pays, faire émerger des interventions qui fonctionnent et consolider la dynamique de coopération régionale. Dans cette sous-région, la lutte contre les pandémies est portée par une forte synergie entre les acteurs, au-delà des frontières.

**JOURNÉES PARTENARIALES
EN ASIE DU SUD-EST - BANGKOK,
10 ET 11 JUIN 2024**

Renforcer les capacités régionales

Les Journées partenariales en Asie du Sud-Est ont été conçues comme un espace de dialogue régional, visant à capitaliser sur les résultats des projets soutenus par L'Initiative, à analyser les défis rencontrés et à renforcer les liens entre acteurs. Représentants des ministères, ONG, chercheurs, responsables de projets, experts terrain et partenaires techniques et financiers se sont réunis pour partager les connaissances générées, identifier des pistes d'amélioration, favoriser une meilleure articulation et un décloisonnement entre les différentes initiatives et approches.

Ce dialogue régional fait écho à l'investissement de L'Initiative, aux côtés du Fonds mondial, dans le Grand Mékong. Malgré des progrès notables, cette sous-région reste confrontée à des défis majeurs. Avec plus de 50 millions d'euros investis dans 37 projets, depuis dix ans, L'Initiative soutient des actions portées par les programmes nationaux, la société civile, des universités et des centres de recherche, tant sur les trois pandémies que sur le renforcement des systèmes de santé.



**AFRAVIH 2024 - YAOUNDÉ,
16 AU 19 AVRIL 2024**

Une mobilisation collective pour des approches intégrées

L'Initiative a activement participé à la conférence internationale de l'Alliance francophone des acteurs de santé contre le VIH (AFRAVIH) accueillie à Yaoundé en 2024 : animation du stand Équipe France avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Agence française de développement, Expertise France et l'ANRS MIE, organisation du symposium « VIH et comorbidités : Vers des services de santé à plusieurs entrées » et soutien au symposium animé par le programme SUCCESS sur la prévention secondaire du cancer du col de l'utérus, marqué par l'annonce du lancement de sa phase II dans six nouveaux pays.

Ces interventions ont été l'occasion de défendre la nécessité des approches intégrées pour la prise en charge complète du VIH et de ses comorbidités, mais aussi pour l'intégration des enjeux de santé sexuelle et reproductive dans les politiques publiques.

L'Initiative a également animé deux tables rondes consacrées au VIH avancé et au dépistage communautaire, renforçant son plaidoyer pour des réponses plus équitables, transversales et centrées sur les besoins des populations.



Cameroun.
L'Initiative s'est fortement impliquée dans la conférence de l'AFRAVIH.



Thaïlande.
En juin 2024, L'Initiative a organisé les journées partenariales en Asie du Sud-Est pour lesquelles elle a réuni l'ensemble de ses partenaires.

**AIDS2024 - MUNICH,
22 AU 26 JUILLET 2024**

Défendre les droits et santé sexuels et reproductifs dans la réponse au VIH

À Munich, en juillet 2024, 15 000 personnes ont pris part à la conférence AIDS2024. Le stand France inauguré par Anne-Claire Amprou, ambassadrice pour la santé mondiale, et cofinancé par L'Initiative, a accueilli une table ronde essentielle sur les droits sexuels et reproductifs. La conversation, modérée par Éric Fleutelot, directeur technique du pôle Grandes pandémies (Expertise France), a porté spécifiquement sur les défis rencontrés par les personnes vivant avec le VIH, les travailleuses et travailleurs du sexe, et les personnes en situation de handicap. L'événement a insisté sur l'importance de la collaboration intersectorielle et de l'inclusion des droits dans les stratégies de santé publique. La conférence « Women at the Center », organisée dans le cadre du programme SUCCESS, a mis en lumière l'intégration de la prévention du cancer du col de l'utérus dans la réponse au VIH. Cet événement a offert une visibilité inédite aux solutions novatrices et inclusives dans la lutte contre le VIH-sida et le cancer du col de l'utérus.



Retrouver la page consacrée à ces événements sur notre site internet.

Dans les zones touchées par des crises humanitaires, L'Initiative s'adapte avec agilité et rapidité pour soutenir les acteurs de la santé et maintenir l'accès aux soins essentiels. Ses actions de riposte ciblent notamment les populations les plus vulnérables, souvent davantage exposées et discriminées dans ces contextes dégradés. Pour répondre aux enjeux de long terme, L'Initiative travaille à la résilience des systèmes de santé éprouvés par ces crises. Par des réponses sur mesure et des expertises ciblées, elle agit pour maintenir les projets déployés sur le terrain, mieux prévenir, préparer et répondre aux épidémies.

INTERVENTIONS EN CONTEXTE DE CRISE

DE L'URGENCE À LA RÉSILIENCE des systèmes de santé



ARTHUR LANGLOIS,
chargé de projets, L'Initiative

Lorsque les contextes de crise fragilisent l'accès aux soins, L'Initiative s'engage pour permettre aux populations les plus vulnérables d'accéder à des services de santé de qualité. En Ukraine, le conflit aggrave la situation des personnes vivant avec le VIH, des communautés LGBTQIA+, des prisonniers, des usagers de drogues, notamment des femmes. Trop peu de projets leur sont destinés alors qu'elles sont encore plus durement touchées par la guerre. C'est pour toutes ces personnes que L'Initiative se mobilise aux côtés de ses partenaires ukrainiens.

Maintenir l'accès aux soins, même en temps de crise

Défendre le droit à la santé là où il est menacé est une priorité de L'Initiative. Un appui crucial, comme en témoigne Oleksandra Denysenko. Depuis novembre 2023, l'organisation TBPeopleUkraine qu'elle dirige bénéficie du soutien du fonds d'urgence déployé par L'Initiative dès 2022. Comme souvent, la guerre contribue à la recrudescence des épidémies et entrave l'accès aux soins. Doté de cinq millions d'euros, ce fonds finance cinq projets pour la société civile ukrainienne. Deux autres, à portée catalytique, sont soutenus via les appels à projets. En dépit de la guerre, six assistances techniques en appui aux autorités sanitaires nationales sont mises en œuvre. L'enjeu : préserver l'efficacité de la chaîne de soins – dépistage, traitement, suivi – dans un environnement bouleversé.

L'Initiative s'y attelle aussi en Éthiopie où les multiples crises (conflits, flambées épidémiques, catastrophes naturelles, etc.) ont déstabilisé le système de santé. En conséquence, la prévalence du VIH s'est accrue et le nombre de cas de paludisme a doublé entre 2023 et 2024. Pour réduire la mortalité et la morbidité, L'Initiative y soutient des projets innovants afin d'améliorer le diagnostic et permettre l'accès aux soins dans les zones reculées.



+ de
84 000
PERSONNES
migrantes
couvertes par
le M-Fund en
Thaïlande, dont
64 % de femmes

Agir auprès des plus vulnérables, défendre les droits fondamentaux

L'Initiative s'engage pour l'accès aux soins des populations vulnérables, partout où elle peut intervenir. Elle contribue par exemple à faciliter la prise en charge des réfugiés birmanes à la frontière thaïlandaise en soutenant le M-Fund, une couverture maladie à faible coût dont bénéficient plus de 84 000 personnes. Plus de cent agents de santé communautaires ont également été formés dans la région, grâce à un projet porté par le SMRU et appuyé par L'Initiative.

Fidèle aux valeurs de la France et du Fonds mondial, L'Initiative promeut des services de santé équitables, inclusifs et sans stigmatisation. Au Liban, le conflit armé survenu fin 2024, couplé aux crises économique, sociale et politique, aggrave les vulnérabilités. 12 % des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes vivent avec le VIH. L'Initiative y accompagne les organisations SIDC et Marsa Sexual Health Center pour décentraliser les services et faciliter l'accès à la santé sexuelle et reproductive, tout en sensibilisant les communautés et la société tout entière à ces sujets de droits humains.

En Ukraine, où les combats et les traumatismes de la guerre ont intensifié l'usage de drogues, L'Initiative soutient les réponses communautaires apportées et l'évolution des politiques nationales pour répondre à ces enjeux majeurs. Elle soutient notamment les projets qui concernent les femmes, confrontées par ailleurs à des violences basées sur le genre et à une précarité accrue.



Ukraine.
L'équipe du projet CoMPSS qui soutient les usagers de drogues et leur permet d'accéder à une thérapie de substitution aux opioïdes.

Anticiper les épidémies, renforcer la sécurité sanitaire

Dans ces contextes, L'Initiative mise également sur le renforcement des systèmes de santé. L'objectif est notamment de mieux anticiper les épidémies pour éviter qu'elles ne touchent des populations déjà affaiblies. Au Rwanda, elle a appuyé le pays dans la lutte contre la maladie à virus Marburg. L'Initiative a déployé une expertise technique internationale de 50 jours, adoptant une approche « Une seule santé », afin de consolider les capacités nationales de réponse et de prévention à ce virus, et à d'autres maladies infectieuses émergentes. Cette fièvre hémorragique, hautement létale, a surtout touché le personnel soignant rwandais. Grâce à une mobilisation rapide, l'épidémie a pu être contrôlée en trois mois et a pris fin en novembre 2024, présentant ainsi le plus faible taux de létalité des épidémies de Marburg sur le continent africain jusqu'à présent.



Retrouver la page consacrée aux interventions en contexte de crise sur notre site internet.

En 2024, L'Initiative a intensifié son appui aux organisations de la société civile, en misant sur leur structuration, leur légitimité et leur influence. Elle accompagne leur montée en puissance pour qu'elles participent pleinement aux processus de décision, notamment au sein des instances de coordination nationale du Fonds mondial. À travers cet engagement, L'Initiative promeut une gouvernance sanitaire plus inclusive, équitable et efficace, dans laquelle la société civile est pleinement intégrée et reconnue.

ORGANISATIONS ET COMMUNAUTÉS

LA SOCIÉTÉ CIVILE, moteur de transformation sociale et sanitaire



SABRINA RÉGENT,
chargée de projets,
L'Initiative

Au Cameroun, les organisations de la société civile (OSC) représentent un maillon essentiel de la lutte contre les épidémies. Elles sont des partenaires privilégiés de l'État dans la prévention et le continuum de services de soins. Les OSC interviennent là où le système de santé formel ne parvient pas toujours à aller, en tissant des liens de proximité avec les communautés les plus marginalisées et vulnérables. Ces organisations portent la voix de ces communautés grâce aux plaidoyers menés auprès des pouvoirs publics, dans le but de faire évoluer le cadre réglementaire.

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle essentiel pour faire entendre les besoins des communautés, défendre les droits et renforcer les systèmes de santé. Pour appuyer leur action, L'Initiative a créé SOFIA, un dispositif d'accompagnement structurant – technique, financier et stratégique – qui renforce leur légitimité, leurs capacités d'agir et leur pouvoir d'influence. Doté de 6 millions d'euros, il s'adapte aux contextes et priorités de chaque OSC.

Renforcer les capacités d'agir

Si les contextes d'intervention de ces organisations sont divers, leur engagement est commun : elles se mobilisent pour la défense des droits et de la santé des populations marginalisées.

En 2024, onze nouvelles OSC ont été sélectionnées pour leurs actions au Gabon, en République centrafricaine, en République du Congo et au Tchad. L'Initiative propose un appui sur quinze mois, renouvelable. Il est conçu sur mesure pour accompagner l'autonomisation de ces structures locales, consolider leurs capacités de plaidoyer et

renforcer l'intégration du genre et des droits humains dans leurs interventions.

Vingt organisations issues de huit pays d'Afrique francophone sont engagées dans le programme depuis 2023. À travers SOFIA, L'Initiative ancre son engagement en faveur des acteurs locaux pour qu'ils aient les moyens de faire entendre leur voix et de contribuer à une gouvernance plus inclusive. C'est une reconnaissance du rôle central joué par les communautés dans la riposte aux pandémies.

Un accompagnement structuré au niveau pays

Pour renforcer l'impact de son appui à la société civile, L'Initiative soutient plusieurs OSC dans un même pays afin de créer une dynamique collective, encourager les échanges de pratiques et favoriser leur ancrage dans les systèmes nationaux. Cette approche permet un accompagnement coordonné, tout en tenant compte des spécificités de chaque organisation.

Au Cameroun, L'Initiative a réalisé un diagnostic organisationnel approfondi pour huit OSC actives dans la lutte contre le VIH, la promotion des droits humains, la santé communautaire et l'appui aux populations clés. En 2024, chacune a bénéficié d'un plan de renforcement individualisé, élaboré à partir de ce diagnostic et mis en œuvre avec les équipes concernées, pour garantir leur engagement dans le processus de transformation et l'appropriation des changements proposés. Le but est d'accompagner l'élaboration d'une stratégie propre à chaque organisation, alignée sur ses priorités, son projet associatif, ses capacités internes et son environnement. Cette démarche a également été déployée dans d'autres pays partenaires, dans une logique d'adaptation fine aux réalités locales.

Outiller le plaidoyer communautaire

Les instances de coordination nationale (ICN) jouent un rôle clé dans le modèle de gouvernance du Fonds mondial. Pourtant,



Togo.
Session pour le renforcement des capacités destinée aux membres d'une OSC.

l'accès des communautés à ces instances reste difficile, souvent limité à un rôle symbolique ou consultatif, comme le montre l'étude pour la représentation, l'inclusion, la pérennité et l'équité (RISE), cofinancée par L'Initiative et réalisée par Coalition Plus en 2023. Pour favoriser l'accès communautaire aux ICN, L'Initiative, en partenariat avec les OSC, plaide pour une meilleure qualité de représentation, un renforcement des capacités des acteurs et un appui politique explicite. Elle soutient à ce titre le projet Riposte 2, porté par REVS PLUS au Burkina Faso, au Burundi et à Maurice. Le projet prévoit la formation des leaders communautaires pour faciliter leur accès aux instances de décisions, aux politiques et aux programmes nationaux, afin d'aligner les politiques de lutte contre les pandémies sur les besoins des personnes concernées. Il s'inscrit dans la continuité du projet Riposte 1 qui a directement touché 1 815 personnes à travers 106 OSC. ●



Retrouver la page consacrée aux OCS sur notre site internet.

VALEURS ET PRINCIPES



Côte d'Ivoire.
Yolande Guïrobo, agente de santé communautaire à San-Pédro, se rend dans les milieux ruraux pour dépister le HPV, dans le cadre du programme SUCCESS.



112
ORGANISATIONS
communautaires accompagnées dans la mise en œuvre des projets soutenus



CATY FALL SOW,
cheffe du
département Afrique
et Moyen-Orient,
Fonds mondial

Un socle partagé de respect et de PROMOTION DES DROITS HUMAINS

L'Initiative place l'impact tangible et durable pour les populations les plus exposées aux pandémies au cœur de son action. Elle agit avec une exigence constante de justice sociale et d'efficacité là où les systèmes de santé sont les plus fragiles, quand les inégalités d'accès aux soins sont les plus marquées et auprès de ceux dont les voix sont les moins entendues. Toutes les actions soutenues reposent sur un socle partagé de respect et de promotion des droits humains, et portent une approche genre intégrée.

Les bénéficiaires au centre

Chaque intervention, projet pluriannuel ou assistance technique, vise à répondre aux besoins exprimés par les acteurs locaux, en s'appuyant sur leurs expériences et leurs

compétences, ainsi que sur leurs priorités et leurs réalités. Cette approche partenariale, qui place les bénéficiaires au centre, est au fondement de la force de L'Initiative.

L'efficacité de L'Initiative ne se mesure pas uniquement à l'aune d'indicateurs de court terme sur la durée d'un cycle. Elle se reflète dans la capacité à changer durablement les pratiques, à renforcer les systèmes existants et à bâtir des réponses plus équitables, plus résilientes, plus humaines.

Agir pour l'impact au long cours, sans jamais perdre de vue les principes et les valeurs partagés avec les experts, les partenaires et bien entendu, l'Équipe France et le Fonds mondial : voilà le cap que L'Initiative s'efforce de maintenir aux côtés des pays, des organisations et des personnes qu'elle appuie. ●

L'Initiative agit pour lever les obstacles à la santé et aux droits humains, en plaçant l'inclusion, l'égalité et la justice sociale au cœur de ses actions. Elle s'adresse en priorité aux personnes les plus vulnérabilisées : travailleurs du sexe, personnes LGBTQIA+, usagers de drogues et personnes exposées aux violences basées sur le genre. Pour garantir l'efficacité et la pérennité de ses appuis, L'Initiative agit sur les barrières sociales, légales et culturelles à l'accès aux soins. Elle soutient activement la participation communautaire et intègre, dans l'ensemble de ses projets, les perspectives de genre et les droits sexuels et reproductifs.

LES DROITS HUMAINS au cœur des stratégies de lutte contre les pandémies

DROITS HUMAINS

**146 M€ contre les inégalités de genre
entre 2020 et 2024**

Travailleurs et travailleuses du sexe

L'Initiative donne aux travailleurs et travailleuses du sexe le pouvoir d'agir sur leur santé et leurs droits. Grâce au projet POUVOIR, porté par Solthis, plus de 4 700 travailleurs et travailleuses du sexe ont été sensibilisées, 29 pair-éducatrices formées et 644 consultations réalisées en Côte d'Ivoire.

Protéger les droits fondamentaux

En partenariat avec l'ONUSIDA, L'Initiative intervient en Côte d'Ivoire face à la crise anti-woubi qui compromet la lutte contre le VIH. Le projet REVU-Trans a été renforcé : 71 personnes transgenres ont bénéficié d'une assistance juridique, d'un hébergement d'urgence et d'un accès aux soins de santé.

Droits des personnes LGBTQIA+

L'Initiative agit pour lever les barrières sociales et garantir des espaces où la parole est libre. Elle soutient Coalition PLUS dans l'organisation d'un atelier contre l'homophobie pour faire dialoguer acteurs de la société civile, représentants gouvernementaux et membres de la communauté LGBTQIA+ sur les droits humains et la santé publique.



JOSÉ BOFF,
responsable de l'unité
Golfe de Guinée et
région MENA, L'Initiative

Face à la crise anti-woubi en Côte d'Ivoire, L'Initiative poursuit son action. Nous travaillons depuis longtemps à la formation des juristes et à la sensibilisation des communautés à leurs droits. Le but : mieux protéger les personnes les plus exposées. Cette crise est révélatrice de la discrimination à laquelle font face les personnes ciblées et entrave grandement leur santé. À travers nos actions, nous nous engageons à lever ces obstacles, pour plus de justice sociale et sanitaire.



**76 %
DES PROJETS
SOUTENUS**

en 2024 intègrent
une approche
sensible au genre

PLAIDOYER

GENRE ET SANTÉ

Côte d'Ivoire.

Le projet Ya-Fohi renforce la stratégie de réduction des risques auprès des personnes usagères de drogues, vulnérables au VIH-sida et à la tuberculose.

Former les acteurs locaux de 23 pays d'Afrique

L'Initiative croit au rôle des communautés dans la lutte contre les pandémies et à l'importance du plaidoyer pour faire remonter les besoins, du terrain vers les instances décisionnelles. En partenariat avec L'Atelier des Luttes, Coalition PLUS et Sidaction, la Fabrique des dialogues vise à professionnaliser le plaidoyer et à faire émerger de nouveaux leaders en Afrique de l'Ouest et centrale, et dans l'océan Indien.

Quatre centres de formation ont été créés au Burundi, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et à Maurice pour renforcer les capacités des communautés à s'exprimer et outiller les plaideurs. Le but : influencer les politiques publiques d'accès aux soins.

Les inégalités de genre prises en compte dans 76 % des projets

Approche genre

Les inégalités de genre se conjuguent souvent aux autres discriminations. L'Initiative s'aligne sur la stratégie 2023-2028 du Fonds mondial et soutient des projets comme PluriElles qui développe à Madagascar une offre de soins de santé sexuelle et reproductive de proximité.

Lutter contre la stigmatisation

Face au VIH, les femmes et les jeunes filles sont une population vulnérable. En 2023, 210 000 femmes âgées de plus de 15 ans vivaient avec le VIH. La santé mentale de ces femmes est trop peu intégrée dans les offres de soins. Au Ghana, L'Initiative soutient le combat de BasicNeeds-Ghana pour renforcer l'accès à la santé des jeunes filles et des femmes souffrant de maladies mentales (dépression, violences, post-partum, etc.). Ce projet favorise un suivi global et adapté aux besoins des patientes, en intégrant des soins psychologiques aux services de santé maternelle et sexuelle.



Retrouver la page consacrée aux droits humains sur notre site internet.

Les enfants et les adolescents restent trop souvent en marge des réponses aux pandémies, alors même qu'ils y sont particulièrement vulnérables. Le diagnostic est plus tardif, les besoins spécifiques mal couverts, le suivi souvent discontinu. Face à ces constats, L'Initiative a fait de la santé des plus jeunes un axe prioritaire de la riposte. Elle soutient le développement d'approches adaptées à chaque tranche d'âge, ancrées dans les contextes locaux et les réalités de terrain pour lever les obstacles et construire des solutions concrètes avec les professionnels, les communautés ainsi que les enfants et adolescents eux-mêmes.

Ne pas laisser LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS en marge de la riposte



VERONICA NOSEDA,
responsable de l'unité
recherche opérationnelle et
sciences (ROSe), L'Initiative

Les enfants ont longtemps été oubliés dans la lutte contre les pandémies, alors qu'ils payent le prix fort : plus de la moitié des enfants nés avec le VIH meurt avant l'âge de 2 ans sans une thérapie adéquate, la tuberculose tue 200 000 jeunes enfants par an et le paludisme demeure la première cause de mortalité avant l'âge de 5 ans dans nombre de pays d'Afrique subsaharienne. À L'Initiative, la riposte pédiatrique est une priorité. Nous investissons dans la recherche opérationnelle pour que les enfants et les adolescents ne soient plus les angles morts de la lutte.

VIH-SIDA

Mieux soigner les jeunes, mieux former les soignants

Assurer une transition réussie

Présent dans douze pays d'Afrique francophone, le réseau Enfants et VIH en Afrique (EVA) fédère des centres de prise en charge pédiatrique du VIH. Avec le soutien de L'Initiative, il a notamment mis en œuvre le programme Transitions, destiné à mieux accompagner les jeunes vivant avec le VIH dans leur passage vers les services pour adultes. Un travail de fond sur la formation des soignants, la santé mentale et l'intégration communautaire structure cette action pionnière de prise en charge globale, adaptée aux réalités de vie des jeunes.

Outiller les acteurs

Les formes avancées du VIH représentent plus de la moitié des décès liés à la maladie. Les enfants de moins de 5 ans, systématiquement considérés à un stade avancé, sont particulièrement exposés. Pour répondre à cette urgence et renforcer la qualité de la prise en charge, L'Initiative met à disposition [une boîte à outils pédagogique](#) et pratique à destination des cliniciens, soignants de première ligne et formateurs.



6,2 M€
ENGAGÉS

en faveur de
la santé des
enfants, à travers
trois projets
de recherche
opérationnelle
sélectionnés
en 2024

TUBERCULOSE

Améliorer la prise en charge des enfants atteints de tuberculose

Améliorer le diagnostic et la prise en charge

Au Cameroun, 43 % des enfants atteints de tuberculose ne sont pas diagnostiqués. L'Initiative finance le projet TB_PEC@2.0, mis en œuvre par l'ONG For Impacts in Social Health (FIS), qui vise à améliorer le diagnostic et l'accompagnement des enfants vulnérables, notamment les enfants déplacés internes en zone urbaine. Le projet développe un modèle fondé sur la recherche active des cas, la prise en charge des coûts dits « catastrophiques » et l'intégration communautaire. Il cible les enfants de 0 à 14 ans suivis dans 35 formations sanitaires de Yaoundé. À terme, il prévoit de diagnostiquer 515 enfants contacts et de mettre 857 enfants sous traitement, préventif ou curatif. Au cœur de cette approche, la mobilisation conjointe des agents de santé, des relais communautaires et des équipes hospitalières permet de réduire les délais de diagnostic et de renforcer l'observance au traitement, en lien étroit avec le Programme national de lutte contre la tuberculose.

Innover pour la tuberculose infantile

L'Initiative soutient également des approches numériques. En Côte d'Ivoire et au Mozambique, le projet eHealth4ChildTB combine intelligence artificielle et télémédecine pour améliorer l'application des recommandations de l'OMS sur la tuberculose infantile. Il appuie le raisonnement clinique et le suivi à distance, notamment dans les zones à faible densité de personnel soignant.

PALUDISME

Innover pour mieux protéger les enfants

Tester une nouvelle stratégie vaccinale contre le paludisme

À partir de 2025, Épicentre pilote au Tchad, avec le soutien de L'Initiative, le projet INTEGREVAC : une étude de 36 mois qui teste l'intégration du vaccin antipaludique R21/Matrix-M à la campagne communautaire de chimioprévention saisonnière (CPS), auprès des enfants de moins de 5 ans. Le but : évaluer en conditions réelles la faisabilité, l'acceptabilité et le rapport coût-efficacité de cette stratégie mise en œuvre par les agents de santé communautaires pendant la saison des pluies, en la comparant à la stratégie de routine mise en œuvre par le programme élargi de vaccination (PEV) suivant le calendrier vaccinal des enfants. Le projet vise à produire des données robustes pour orienter les politiques vaccinales dans les zones de transmission saisonnière et renforcer les compétences locales en économie de la santé et recherche qualitative.

Mozambique.
L'Initiative est mobilisée pour faire reculer les trois pandémies et améliorer l'accès aux soins des enfants.



Retrouver la page consacrée à ces défis pédiatriques sur notre site internet.

Criminalisées, stigmatisées, les personnes usagères de drogues restent parmi les plus éloignées des systèmes de santé. Elles sont pourtant les plus exposées au VIH, à l'hépatite C, à la tuberculose et aux troubles psychiques. L'Initiative soutient l'intégration de la réduction des risques dans les politiques nationales de santé : accès à la prévention, soins médicaux, accompagnement psychosocial. En agissant avec les communautés concernées, elle contribue aussi à faire évoluer les représentations et à défendre les droits fondamentaux.

Intégrer LA RÉDUCTION DES RISQUES dans les systèmes de santé nationaux



MARIE VICART,
cheffe de projets,
L'Initiative

Au Rwanda, malgré des gains considérables contre le VIH ces dernières années, les personnes usagères de drogues restent très vulnérables face au virus. Nous soutenons des projets qui les forment à leurs droits et à la réduction des risques, facilitent leur accès à la santé et sensibilisent les agents de santé ainsi que les forces de police. Une illustration de notre engagement pour un accès aux soins pour toutes et tous, vers l'éradication du VIH. Nous croyons en une approche de réduction des risques fondée sur la santé publique, les droits humains et l'empouvoirement des personnes concernées.

POLITIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE

Changer les politiques, changer les regards

Appropriation locale et reconnaissance institutionnelle

Depuis 2014, L'Initiative soutient les actions de réduction des risques liées à l'usage de drogues en Côte d'Ivoire. Initialement portées par Médecins du Monde, ces actions sont désormais mises en œuvre par l'ONG ivoirienne Espace Confiance dans le cadre du projet Ya-Fohi, lancé en 2024. Ce passage de relais marque une avancée majeure vers l'appropriation locale : renforcement des services communautaires, accompagnement juridique, intégration de la santé mentale, plaidoyer sur la loi relative aux drogues et mise en œuvre d'une offre de soins. Parmi les bénéficiaires, la prévalence du VIH est passée de 9,8 % à 2 %, preuve concrète de l'impact de cette approche globale.

Lever les tabous

En 2024, L'Initiative finance le symposium Asie-Pacifique sur le chemsex sur le thème « Plaisirs, politiques, possibilités ». Elle contribue ainsi à promouvoir les politiques de réduction des risques et à mettre en lumière des enjeux longtemps marginalisés, tout en favorisant le partage des connaissances.



21

PROJETS
en cours en
2024 ciblant
spécifiquement
les usagers de
drogues

Rwanda.
Tubiteho
est un projet de
plaidoyer en faveur
de l'introduction
des services de
réduction des
risques auprès des
personnes usagères
de drogues.

21 projets en cours en 2024 dédiés aux usagers de drogues

Approche holistique

Jusqu'en 2023, aucun service de réduction des risques n'existait au Rwanda. Avec Médecins du monde, L'Initiative soutient le projet Tubiteho, porté par un consortium d'organisations locales, pour introduire durablement ces services dans le système de santé. Alliant prévention, soins et soutien psychosocial, le projet vise aussi à transformer les représentations, à faire évoluer le cadre légal et à replacer les droits des personnes usagères de drogues au cœur des politiques publiques. En parallèle, L'Initiative appuie le gouvernement du Rwanda dans l'élaboration de sa stratégie nationale de traitements par agonistes opioïdes, notamment la méthadone, pour aider les personnes usagères de drogues à stabiliser leur consommation et réduire le risque d'overdose.

RÉPONSE COMMUNAUTAIRE RÉGIONALE

21 % des interventions ciblant les usagers de drogues ont lieu en Afrique

Anticiper l'augmentation de la consommation

D'ici 2030, la consommation de drogues en Afrique de l'Ouest pourrait augmenter de 45 % selon Médecins du Monde. Pour prévenir cette évolution, L'Initiative soutient depuis 2024 un programme régional au Bénin et au Togo fondé sur les acquis de son expérience en Côte d'Ivoire. Ce projet combine prévention, accès aux soins et renforcement communautaire, avec une attention spécifique portée aux femmes usagères, souvent exclues des dispositifs existants.



Retrouver la page consacrée à la réduction des risques sur notre site internet.

DÉFIS ET PERSPECTIVES



Thaïlande.

Le projet M-Fund, soutenu par L'Initiative, permet à des milliers de migrants birmanes d'avoir accès à une couverture maladie à faible coût.



64

**PROJETS
ENGAGÉS**

en 2024 dans
29 pays, pour un
total de 79,1 M€



ÉRIC FLEUTELLOT,
directeur technique,
pôle Grandes
pandémies,
département Santé,
Expertise France

UN MODÈLE SOLIDE, un écosystème engagé

L'année 2024 s'est terminée sur des résultats qui témoignent de la solidité du modèle de L'Initiative : une double articulation entre des appuis bilatéraux et multilatéraux d'une part, et de l'expertise humaine et des financements catalytiques d'autre part. Cela oblige à reconnaître l'excellence de nos partenaires, de notre équipe et de toutes les parties prenantes de l'écosystème.

Comme les temps deviennent plus incertains, plus complexes, nous nous devons de capitaliser sur les progrès réalisés pour les transformer en succès. En effet, le progrès en soi n'est pas une fin, mais un moyen. Seul son ancrage dans l'équité, la durabilité et l'action politique permet de le transformer en succès. Réduire les cas, ce n'est pas éradiquer. Innover, ce n'est pas garantir l'accès. Sans justice sociale, ni preuve scientifique, ni engagement soutenu, les avancées resteront incomplètes. Les progrès sont des étapes à célébrer, mais aussi des sources d'apprentissage, une préoccupation permanente au sein de L'Initiative.

Transformer les progrès en succès

2024 aura été, aussi, une année charnière. Nous vivons une actualité géopolitique complexe inédite, où des crises majeures se succèdent rappelant par des drames cruels la fragilité de notre monde et tout ce qui se pensait comme acquis. L'Initiative reste le refuge de l'engagement, de la fidélité à des valeurs basées sur les droits humains, l'égalité de genre et la rigueur scientifique, pour transformer les progrès des dernières années en succès. Nos partenaires, les experts que nous mobilisons, nos équipes à Bangkok, à Conakry, à Kigali, à N'Djamena, à Nouakchott, à Paris sont au rendez-vous d'une démarche orientée par la qualité sans compromis, par la préservation et la transmission des connaissances. Elle est porteuse d'un certain sens de l'humain, de la probité et de la modestie. Cette démarche, fidèle à celle de l'agence Expertise France, est la garantie d'actions durables, authentiquement transformatives, y compris au service de ceux que d'autres, trop souvent, négligent. ●

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement modifient les dynamiques des maladies infectieuses : zones de transmission élargies, résistance accrue, systèmes de santé vulnérables, accès aux soins interrompus, etc. L'Initiative soutient l'innovation et la mise en œuvre de solutions adaptées aux contextes locaux. Elle appuie des projets de recherche opérationnelle, des actions de formation et de partage des connaissances, et le déploiement de systèmes de surveillance intégrant des données climatiques.

La riposte sanitaire face au CHANGEMENT CLIMATIQUE



ISABEL HOTTELART,
coordinatrice des
partenariats et de la
stratégie, L'Initiative

“ Adopter une approche « Une seule santé », c'est reconnaître que la santé humaine est fortement dépendante de celle des animaux, des végétaux et de l'environnement qui nous entourent. Dans sa stratégie en santé mondiale, la France aspire à mieux se préparer et répondre aux urgences de santé publique et aux conséquences du changement climatique à travers cette approche. Dans ce contexte, et face à ces défis, garantir la continuité des soins est une priorité pour L'Initiative.

Répondre aux défis émergents du paludisme

Innover pour limiter la transmission

Alors que le Sénégal a connu une recrudescence du paludisme entre 2019 et 2021, L'Initiative soutient le projet AMARETi qui lutte contre les formes asymptomatiques de la maladie. Le parasite *Plasmodium* est responsable de la persistance du paludisme durant la saison sèche. C'est aussi un réservoir à partir duquel la transmission reprend à chaque saison pluvieuse. Le projet combine des campagnes d'administration de masse de traitements antipaludiques à des activités ciblées sur les groupes à haut risque de portage asymptomatique (adolescents et personnes éloignées des soins). AMARETi pourrait contribuer à réduire la transmission saisonnière du paludisme et faire baisser la mortalité.

Prévenir pour protéger

La résistance croissante des moustiques aux insecticides rend urgente l'innovation dans les outils de prévention. En Côte d'Ivoire, le Centre suisse de recherches scientifiques a développé TrapNet. Ce dispositif de piégeage des moustiques peut être attaché sur tout type de moustiquaire et serait quatre fois et demie plus efficace qu'une moustiquaire. L'efficacité de TrapNet sera évaluée selon des indicateurs épidémiologiques, entomologiques et socio-anthropologiques d'acceptabilité.



19
PAYS
FRANCOPHONES
mobilisés à
Musanze (Rwanda)
pour anticiper
l'impact du
changement
climatique sur le
paludisme



Rwanda. L'Initiative et l'Institut d'enseignement supérieur de Ruhengeri (INES-Ruhengeri) ont coorganisé, du 2 au 6 décembre 2024, à Musanze, une formation dédiée à l'impact climatique sur le paludisme.

Approche intégrée et justice climatique

Impliquer la société civile

L'Initiative soutient à ce titre le réseau APCASO depuis plusieurs années. En 2024, il a permis la participation de représentants communautaires à un atelier santé-climat organisé par l'ambassade de France à Bangkok. Un groupe de plaidoyer pour la justice climatique a été créé et a produit un document de position : « Justice climatique : en retard mais pas impossible ».

Former à l'approche « Une seule santé »

L'Initiative s'est associée au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) pour proposer des formations « Une seule santé » aux réseaux d'acteurs impliqués dans le Fonds mondial. Ce partenariat renforce les capacités locales et contribue à l'appropriation communautaire et à la mise en application sur le terrain de cette approche intégrée.

Produire et partager des connaissances

Construire une réponse collective au défi climat-santé

Face à une maladie dont la dynamique change sous l'effet du changement climatique, L'Initiative croit fermement au partage des connaissances. En décembre 2024, elle a organisé une formation au Rwanda pour les représentants des programmes nationaux de lutte contre le paludisme de 19 pays francophones d'Afrique. L'objectif : renforcer les capacités de surveillance et favoriser la collaboration entre acteurs du Sud.

Renforcer la surveillance moléculaire du paludisme

Alors que Djibouti était en bonne voie vers l'élimination du paludisme, le pays est confronté depuis une décennie à une résurgence épidémique alimentée notamment par l'arrivée de l'anophèle *stephensi*. Pour mieux comprendre les résistances croissantes aux traitements, L'Initiative a appuyé une étude de séquençage du *Plasmodium*. Les résultats ont donné lieu à une publication scientifique financée par L'Initiative, renforçant la base de connaissances disponibles sur les souches émergentes.



Retrouver la page consacrée au lien entre santé, climat et maladies infectieuses sur notre site internet.

Lever les tabous et promouvoir la santé sexuelle et reproductive fait partie des engagements clés de L'Initiative. Les projets qu'elle soutient renforcent la prévention, le dépistage et l'accès aux soins à travers des approches intégrées. Une attention particulière est portée à la prévention de la transmission mère-enfant des infections, ainsi qu'au dépistage et à la prise en charge du cancer du col de l'utérus. En appuyant des initiatives innovantes et ancrées dans les réalités locales, L'Initiative contribue à renforcer durablement les systèmes de santé et à garantir des parcours de soins plus justes pour les personnes les plus exposées.

Garantir un accès équitable aux droits et à LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

Agir pour l'élimination mère-enfant du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B

Éliminer la transmission

En Afrique subsaharienne, la transmission mère-enfant du VIH, de l'hépatite B et de la syphilis reste un défi majeur de santé publique, en grande partie en raison d'un accès insuffisant au dépistage prénatal. L'Initiative s'inscrit dans l'objectif mondial de triple élimination porté par l'OMS en soutenant le projet TRI-MOM en Gambie, mis en œuvre par l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Ce projet intègre le dépistage systématique dans les services de santé maternelle. En 2024, 550 femmes enceintes ont été dépistées et accompagnées tout au long de leur grossesse. Le projet agit également contre les violences gynéco-obsétricales pour garantir un parcours de soins respectueux et équitable.

Renforcer la prévention du cancer du col de l'utérus

Inscrire durablement le dépistage dans les politiques de santé

L'Initiative agit concrètement pour la prévention et la prise en charge le cancer du col de l'utérus en Afrique francophone. Elle soutient le programme SUCCESS (Scale-Up of Cervical Cancer Elimination with Secondary prevention Strategy), cofinancé avec Unitaid. Le programme renforce les stratégies nationales dans quatre pays et travaille sur plusieurs leviers : équipement des structures de santé, formation du personnel soignant, amélioration des laboratoires et de la gestion des échantillons. SUCCESS s'appuie sur des partenariats solides avec les communautés locales. Il vise à inscrire durablement le dépistage du cancer du col de l'utérus dans les politiques de santé, en particulier pour les femmes vivant avec le VIH, plus exposées mais encore trop peu dépistées.



11

PROJETS

de prévention du cancer du col de l'utérus mis en œuvre depuis 2022 dans 10 pays



Côte d'Ivoire. Dans le cadre du programme SUCCESS, les agents de santé communautaires sensibilisent au cancer du col de l'utérus.



Retrouver la page consacrée à la santé sexuelle et reproductive sur notre site internet.



YOLANDE DA SILVA,
chargée de projets,
L'Initiative

Le cancer du col de l'utérus est évitable avec un engagement fort à plusieurs niveaux. La prévention primaire repose sur la vaccination dès l'âge de 11 ans contre le papillomavirus humain, virus responsable de plus de 95 % de ces cancers. La prévention secondaire étend le dépistage du papillomavirus et traite les lésions précancéreuses. À L'Initiative, notre objectif est clair : garantir les ressources médicales nécessaires à chaque femme pour être diagnostiquée et soignée. Cela concerne notamment les femmes vivant avec le VIH, qui ont six fois plus de risques de développer la maladie en cas de papillomavirus. Les inégalités dans l'accès aux soins et à la prévention ne peuvent plus être ignorées.

Intégrer le dépistage HPV-DNA

L'Initiative promeut l'intégration systématique du dépistage et de la prise en charge du papillomavirus humain (HPV) dans les programmes de lutte contre le VIH. Recommandé par l'OMS, ce dépistage HPV-DNA permet une détection précoce et précise, mais est peu accessible dans certains pays. Au Cambodge, L'Initiative s'engage aux côtés du Centre

national du VIH-sida, de dermatologie et des maladies sexuellement transmissibles (NCHADS) pour changer la donne. Dans les centres de prise en charge du VIH, une procédure standardisée de dépistage HPV-DNA a été instaurée pour prendre en charge les femmes dépistées positives au papillomavirus humain afin de réduire à terme la mortalité liée au cancer du col de l'utérus.

Dans les zones reculées, en contexte de crise ou face à des enjeux négligés, les agents de santé communautaires (ASC) – relais, pair-éducateurs, acteurs de proximité formés – sont souvent les premiers, parfois les seuls, à garantir un accès à la prévention et aux soins. En 2024, L'Initiative a renforcé son engagement en faveur de leur professionnalisation : montée en compétences, reconnaissance de leur statut, intégration dans les politiques nationales. Garantir des soins de qualité, au plus près des besoins, exige de reconnaître pleinement celles et ceux qui les assurent au quotidien.

Reconnaître et former LES ACTEURS DE LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE



STEPHANE D'ALMEIDA,
chef de projets, L'Initiative

En Mauritanie, de nombreuses personnes ignorent encore le poids du virus qui les habite. Le VIH frappe là où les regards se détournent : au cœur des communautés les plus vulnérables qui peinent à accéder à la prévention, au dépistage et aux soins. Dans les zones les plus touchées, des femmes et des hommes issus des communautés avancent sans bruit, tendent la main sans jugement. Ce sont les agents de santé communautaires. Ils écoutent, accompagnent, rassurent, et tissent des ponts entre les vies fragilisées et le système de santé. L'Initiative les soutient de sorte que celles et ceux qui ne portent pas le virus restent protégés et que celles et ceux qui vivent avec lui, reçoivent au plus tôt les soins qui sauvent et la dignité qu'elles et ils méritent.

ZONES INSTABLES

Les ASC, un accès direct aux patients dans les zones instables

Contre l'isolement

Dans les régions isolées de Birmanie, où l'accès aux soins est extrêmement limité, L'Initiative soutient depuis 2018 le projet de l'ONG Medical Action Myanmar. Dans les provinces montagneuses de Naga et Putao, 485 ASC ont été formés pour fournir des soins de santé primaire de qualité, y compris dans les zones de conflit et sous contrôle de groupes armés. Grâce à une approche intégrée et sensible au genre, ces ASC sont compétents dans la prise en charge du VIH, de la tuberculose, du paludisme et d'un certain nombre de maladies non transmissibles. Ils interviennent auprès des populations les plus vulnérables en assurant la prévention, le diagnostic et l'administration de traitements.

Soigner en zone de conflit

Au Cameroun, les conflits ont entraîné la fermeture de 37 % des structures de santé dans les régions du Sud-Ouest et du Littoral, et le déplacement de milliers de personnes. Face à ce défi sanitaire, L'Initiative soutient le projet Breaking Barriers porté par l'ONG Reach Out. Son but : renforcer la prise en charge communautaire du paludisme dans les zones affectées. Plusieurs interventions ont été déployées. Des coupons ont été distribués pour que certains médicaments soient pris en charge, ainsi que les frais de transport vers les centres de santé pour les cas graves. Des sessions d'échanges communautaires dédiées au paludisme ont été instaurées. Un accompagnement renforcé des ASC – pivot dans l'accès aux soins – est proposé. La prévalence de l'épidémie chez les enfants de moins de 5 ans est ainsi passée de 54,5 % à 20,7 %. L'utilisation de moustiquaires imprégnées est presque généralisée. Ces résultats prouvent qu'une action communautaire professionnalisée peut sauver des vies, même en contexte de crise.



Cameroun. Dans la région du Sud-Ouest, des sessions d'échanges sont organisées avec les communautés pour sensibiliser à la lutte contre le paludisme.

RESPECT DES DROITS

664 professionnels de santé sensibilisés

Soigner sans stigmatiser

En Mauritanie, le projet PasserElles, soutenu par L'Initiative, vise à intégrer la santé sexuelle et reproductive et l'approche genre dans les réponses au VIH, à la tuberculose, au paludisme et à leurs coinfections. Mené par Santé Sud et SOS Pairs Éducateurs, le projet s'appuie sur la complémentarité entre agents de santé communautaires, ancrés dans les réalités du terrain, et professionnels de santé disposant de l'expertise médicale. En intégrant ces acteurs dans les structures de santé publiques, le projet favorise une approche plus inclusive des soins. Il permet de lutter contre la stigmatisation liée au genre et à la sexualité, et d'améliorer l'équité dans l'accès aux soins pour les populations les plus exposées.



Retrouver la page consacrée à la professionnalisation des agents de santé communautaires sur notre site internet.

PERSPECTIVES DE L'INITIATIVE, regards croisés



**ANNE-CLAIRE
AMPROU,**

ambassadrice
française pour
la santé mondiale



JÉRÉMIE PELLET,

directeur général,
Expertise France

“
*L'Initiative
constitue l'un des
outils précieux
pour traduire
l'engagement de
la France en santé
mondiale.*

— ANNE-CLAIRE AMPROU

A lors que les besoins des pays partenaires en matière de lutte contre les pandémies restent immenses, la France entend renforcer son rôle aux côtés des institutions multilatérales. Jérémie Pellet, directeur général d'Expertise France, et Anne-Claire Amprou, ambassadrice française pour la santé mondiale, reviennent sur la mission essentielle de L'Initiative au regard de nos priorités pour la santé mondiale ainsi que sur ses perspectives.

Dans un contexte de retrait américain de la lutte contre les pandémies, quel rôle peut jouer la France avec L'Initiative ?

Anne-Claire Amprou : Ce retrait est préoccupant pour de nombreux pays, notamment en Afrique. Mais il offre aussi une opportunité : celle pour la France de confirmer son engagement et de rendre encore plus impactante son action en santé mondiale. L'Initiative, avec son approche agile et partenariale, constitue l'un des outils précieux pour traduire cet engagement de manière concrète, au plus près des réalités de terrain. Elle participe à la mise en œuvre de la stratégie française en santé mondiale renouvelée en 2023.

Jérémie Pellet : Ce désengagement nous rappelle l'importance d'une collaboration internationale stable et prévisible pour lutter contre les pandémies. L'Initiative doit rester au rendez-vous en 2025, comme sur le prochain cycle 2026-2028, car



Rwanda.
Le projet Tubiteho vise à créer une offre de services de réduction des risques auprès des personnes usagères de drogues.

elle est un trait d'union efficace entre notre coopération bilatérale et les grandes institutions multilatérales. Elle apporte une réponse agile, adaptée et à la hauteur des besoins.

Quelle est la valeur ajoutée de L'Initiative ?

Jérémie Pellet: Le modèle de L'Initiative conjugue financement, appui technique et proximité avec les acteurs locaux. Il a démontré sa pertinence pour articuler action bilatérale et multilatérale de la France et être au plus près des besoins des pays.

Anne-Claire Amprou: C'est une approche qui fait ses preuves. Face à des crises sanitaires de plus en plus systémiques, les réponses doivent être décloisonnées et intégrées avec l'action des acteurs et gouvernements des pays. En s'appuyant sur ce qui fonctionne,

on peut mieux articuler nos efforts et ceux des institutions multilatérales afin de faire levier ensemble pour plus d'impact durable.

Faut-il faire évoluer L'Initiative ?

Anne-Claire Amprou: Une réflexion est en cours. Il importe que L'Initiative puisse continuer à servir nos objectifs en santé mondiale en soutenant le renforcement durable des systèmes de santé et la formation des soignants des pays les plus vulnérables en besoin de structuration. Cela concerne aussi le renforcement des capacités des acteurs et relais communautaires, essentiels pour les populations les plus éloignées des services de soins, et auxquels L'Initiative accorde une attention particulière depuis sa création.

“
L'Initiative doit rester au rendez-vous en 2025, comme sur le prochain cycle 2026-2028.

JÉRÉMIE PELLET

Jérémie Pellet: En effet, faire du renforcement des services de santé nationaux une priorité permettrait de garantir des progrès durables et de promouvoir l'expertise française en santé mondiale, tout en préservant ce qui fait la force de L'Initiative: son ancrage dans les réalités de terrain. ●

Contacts

L'Initiative

Sida, tuberculose, paludisme

initiative.expertisefrance.fr

Expertise France

40 boulevard de Port-Royal

75005 Paris

01 70 82 70 82

 [ef.initiative](https://www.facebook.com/ef.initiative)

 [ef_initiative](https://twitter.com/ef_initiative)

 [L'Initiative - Expertise France](https://www.linkedin.com/company/linitiative-expertise-france)

 [linitiative.bsky.social](http://initiative.bsky.social)



MISE EN
ŒUVRE
PAR  **EXPERTISE
FRANCE**
GROUPE AFD

FINANCÉE ET
PLACÉE SOUS
LA TUTELLE DU


**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Solidité
Égalité
Fraternité*

DANS LE CADRE DE
LA CONTRIBUTION
FRANÇAISE AU

 **LE
FONDS
MONDIAL**